

## **Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP)**

**25CP30-Marché de PRESTATIONS DE MISSIONS DE RESPONSABLE DE SECURITE POUR  
LE CAMPUS AGRO-PARIS-SACLAY à PALAISEAU ET LE COMPLEXE SPORTIF DE  
CORBEVILLE à ORSAY**

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR (ACHETEUR)	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	4
2.1 FORME ET TYPE DU MARCHÉ	4
2.2 DEBUT ET DUREE DU MARCHÉ	4
2.3 NOMENCLATURE CPV	5
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4. CLAUSE DE REEXAMEN – PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4.1 CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATIONS DU MARCHÉ	6
4.2 PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 5. FORME DES PRIX- VARIATION DANS LES PRIX	6
5.1 FORME DES PRIX	6
5.2 REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 6. FACTURATION- MODALITES DE REGLEMENT	8
6.1 PRESENTATION DES FACTURES	8
6.2. MODALITES DE PAIEMENT	9
ARTICLE 7. CAUTIONNEMENT	9
ARTICLE 8. AVANCE	9
ARTICLE 9. CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES	10
9.1 FORCE MAJEURE	10
9.2 IMPREVISION	10
ARTICLE 10. ASSURANCES ET GARANTIES	10
ARTICLE 11. COMPORTEMENT DU PERSONNEL – CONFIDENTIALITE	10
11.1 COMPORTEMENT DU PERSONNEL	10
11.2 CONFIDENTIALITE	11
11.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE 12. ATTESTATIONS	11
ARTICLE 13. REPARATION DES DOMMAGES	12
ARTICLE 14. UTILISATION DES RESULTATS	12
14.1 DEFINITION DES RESULTATS	12
14.2 REGIME GENERAL DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS	12
14.3 REGIME DES RESULTATS	12
ARTICLE 15. VERIFICATION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 16. PENALITES	13
16.1 PENALITES POUR MANQUEMENT AU DEVOIR DE CONSEIL, D'INFORMATION, DE COORDINATION	14
16.2 PENALITES POUR MANQUEMENT OU EXECUTION PARTIELLE DES OBLIGATIONS FIXEES AU CCTP	14
16.3 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	14

<b>16.4 PENALITES POUR ABSENCE INEXCUSEE A UNE REUNION DE SUIVI D'EXECUTION</b>	<b>14</b>
<b>16.5 PENALITES POUR RETARD DE TRANSMISSION DE COMPTE-RENDU</b>	<b>14</b>
<b>16.6 PENALITES POUR ABSENCE DE VISAS SUR LES DOSSIERS SOUMIS</b>	<b>14</b>
<b>16.7 LIMITE DE PENALITES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 19. LITIGES ET RESILIATION – JURIDICTION COMPETENTE</b>	<b>16</b>
<b>19.1 LITIGES ET RESILIATION</b>	<b>16</b>
<b>19.2 JURIDICTION COMPETENTE</b>	<b>17</b>

## Article 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR (Acheteur)

CAMPUS AGRO PARIS-SACLAY

(AgroParisTech et INRAE).

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

situé au 22 Place de l'Agronomie

91120 Palaiseau

Représenté par Laurent Buisson de AgroParisTech agissant en qualité de Directeur général.

## Article 2 : OBJET DU MARCHÉ

AgroParisTech et INRAE ont instauré un partenariat fort, qui se traduit par une organisation en unités mixtes de recherche (UMR), réunissant les équipes scientifiques des deux établissements.

Ensemble, nous avons créé sur le plateau de Saclay un **campus d'enseignement supérieur et de recherche** de visibilité mondiale, en matière de collaborations académiques et scientifiques.

AgroParisTech et INRAE exploitent conjointement un campus unique appelé Campus Agro Paris-Saclay.

AgroParisTech est exploitant du complexe sportif de Corbeville suivant convention avec l'Université Paris-Saclay en date du 7 mai 2024.

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de Responsable Unique de Sécurité (RUS) pour le Campus Agro Paris-Saclay situé à Palaiseau (91) et pour le complexe sportif de Corbeville situé à Orsay (91).

### 2.1 Forme et type du marché

Le présent marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est un marché global. En effet, en raison de son objet et des spécificités techniques attendues, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

Les montants maximums par an sont :

- Campus Agro Paris-Saclay : 40 000€ TTC
- Complexe sportif de Corbeville : 5 000€ TTC

### 2.2 Début et durée du marché

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché, valant ordre de service de démarrage.

La durée du marché est de 24 (vingt-quatre) mois fermes à partir de sa date de notification.

Il sera reconductible au maximum 2 (deux) fois 12 (douze) mois, sans pouvoir excéder 4 ans, soit 48 (quarante-huit) mois.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Elle est effectuée à la date anniversaire du marché, soit la date de notification.

En cas de non reconduction à l'issue de la période ferme ou d'une période de reconduction, AgroParisTech devra en informer le titulaire par voie expresse 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché. L'absence de reconduction est du pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

## 2.3 Nomenclature CPV

Les nomenclatures achat pertinentes concernant de ce marché sont :

CPV : 752440000-0 Service de sécurité et d'ordre public

752510000 Service incendie

## 2.4 Allotissement

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est un marché global. En effet, en raison de son objet et des spécificités techniques attendues, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

## 2.5 Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Cette consultation ne présente aucune option

## 2.6 Délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché, valant ordre de service de démarrage.

## Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En cas de difficulté d'exécution du présent marché, il sera fait référence aux documents contractuels constitutifs du marché, selon l'ordre de priorité suivant :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses 2 annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) accepté sans aucune modification par le titulaire et dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration seul fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) accepté sans aucune modification par le titulaire et dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration seul fait foi ;
- Le Règlement de consultation
- Le mémoire technique fourni par le candidat à l'appui de son offre, incluant le cadre de réponse technique ;

Pièce générale :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles - CCAG PI (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels NOR : ECOM2106874A)

Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Les documents ci-dessus expriment l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre AgroParisTech et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## **Article 4. CLAUSE DE REEXAMEN – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution du marché, le présent marché comprend une clause de réexamen et une clause relative aux marchés de prestations similaires.

### **4.1 Clause de réexamen – modifications du marché**

Conformément aux dispositions prévues aux articles R2194-1 à 10 et L2194-1 à 3 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations figurant au CCP du présent marché, l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

### **4.2 Prestations similaires**

Conformément aux dispositions prévues aux articles R2122-4 et 7 du code de la commande publique, l'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires.

## **Article 5. FORME DES PRIX- VARIATION DANS LES PRIX**

### **5.1 Forme des prix**

Le présent marché est à prix mixtes : il comprend des prix globaux forfaitaires et des prix unitaires.

Les prix forfaitaires sont affectés aux prestations définies à l'article 2 du CCTP du présent marché :

- missions administratives,
- missions d'information,
- missions de coordination et de contrôle.

La période de référence pour les forfaits est annuelle.

Les prix unitaires sont affectés à la prestation relative au visa des dossiers techniques de travaux ou d'aménagement, qui sera commandée lors de la survenance du besoin par l'émission d'un bon de commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes sujétions, charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les montants à régler sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

## 5.2 Révision des prix

Le prix est établi par référence aux conditions économiques du mois d'établissement de l'offre financière du soumissionnaire (mois de remise des offres), appelé mois « M0 ».

$$P = P_0 \times (0.15 + (0.85 \times \text{ICHT-IME}_0 / \text{ICHT-IME}))$$

dans laquelle :

P : prix de règlement

P<sub>0</sub> : prix initial

ICHT-IME : valeur de l'indice ICHT-IME (Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008- identifiant 001565183) connu à la date anniversaire du marché

ICHT-IME<sub>0</sub> : valeur de l'indice au mois M0 ou valeur de l'indice lors de la précédente révision.

Le calcul de la révision sera effectué par le titulaire qui le soumettra pour accord à AgroParisTech. En aucun cas, la révision des prix sans accord notifié par AgroParisTech sera applicable au présent marché.

La révision se fait à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Si une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est pas procédé à aucune autre révision.

À chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La demande de révision de prix est obligatoirement à l'initiative du titulaire du marché qui l'envoie dans un délai de deux (2) mois avant la date de reconduction du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus dans un délai de trente (30) jours.

Si les parties ont un désaccord sur la révision des prix. Ils s'efforcent alors de trouver une solution à l'amiable.

En cas de silence du titulaire du marché après un délai de quinze (15) jours calendaires à la suite de la non validation de la révision de la part d'AgroParisTech. AgroParisTech met en demeure le titulaire de bien vouloir procéder à la rectification ou de répondre aux observations formulées par AgroParisTech. Les parties appliquent les prix avant la révision tant qu'elles ne trouvent pas un accord.

Dans le silence gardé par AgroParisTech à l'expiration dudit délai, la révision des prix est considérée comme acceptée.

En cas d'absence d'envoi dans le délai énoncé de la révision des prix. La révision des prix ne pourra être prise en compte et les prix de l'année en cours seront applicables durant de douze (12) mois.

**Clause butoir :**

Pour des raisons budgétaires, le présent article prévoit une clause butoir limitant l'écart d'évolution du marché public à 5% consécutivement à la mise en œuvre de la formule de révision.

**Clause de sauvegarde :**

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarif, dès lors que le plafond de la clause butoir est atteint.

La décision de résiliation due à une telle augmentation des prix sera notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la prise d'effet de cette décision.

## **Article 6. FACTURATION- MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1 Présentation des factures**

Le paiement sera effectué semestriellement après attestation du service fait par AgroParisTech.

Le titulaire devra présenter une facture pour les prestations exécutées le Campus AgroParisTech à Palaiseau et une autre pour le Complexe Sportif de Corbeville

Conformément à la loi n° 2019\_486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- Les coordonnées bancaires ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le nombre d'heures effectuées dans le mois ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;



## 6.2. Modalités de paiement

Il est fait application des articles R2192-10 et R2192-31 du code de la commande publique et des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai global de paiement des sommes dues par AgroParisTech est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur général d'AgroParisTech.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent comptable d'AgroParisTech.

## Article 7. CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement.

## Article 8. AVANCE

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public.

Conformément aux articles R2191-7 et R2191-9 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance forfaitaire, il stipulera sa décision sur l'acte d'engagement.

## **Article 9. CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

### **9.1 Force majeure**

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

Lorsqu'une force majeure est reconnue, AgroParisTech et son titulaire doivent dans la mesure du possible, mettre en œuvre tout moyen technique pour préserver leur communication dans la mesure du possible (visio et audioconférences, courriels, courriers etc.).

### **9.2 Imprévision**

Il est fait application de l'article L6-3° du code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

## **Article 10. ASSURANCES ET GARANTIES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

## **Article 11. COMPORTEMENT DU PERSONNEL – CONFIDENTIALITE**

### **11.1 Comportement du personnel**

Le titulaire est responsable du comportement du personnel affecté à l'exécution du présent marché.

Le personnel est tenu de respecter les règles de sécurité à l'intérieur de l'établissement et doit adopter une attitude irréprochable envers le personnel d'AgroParisTech.

## 11.2 Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu de la personne publique communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication. Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel, ou en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article ouvre le droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à AgroParisTech une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de 3 (trois) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constituées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

## 11.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

## Article 12. ATTESTATIONS

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'aucune des personnes occupant dans son ou ses établissement(s) l'une des situations visées aux articles L2141-1 à -5 du code de la commande publique ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par lesdits articles.

Le titulaire déclare, qu'à la signature du marché, il dispose de l'ensemble des agréments et habilitations exigés pour l'ensemble des prestations concernées.

## **Article 13. REPARATION DES DOMMAGES**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

## **Article 14. UTILISATION DES RESULTATS**

### **14.1 Définition des résultats**

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins d'AgroParisTech dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à AgroParisTech, au titulaire ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

### **14.2 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards**

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG PI.

### **14.3 Régime des résultats**

Le titulaire accorde au titre du présent article à AgroParisTech, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;

- permettre à tout service au sein de la même personne morale qu'AgroParisTech de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences d'AgroParisTech.

### ■ Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à AgroParisTech. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse d'AgroParisTech.

### ■ Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. AgroParisTech autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit d'AgroParisTech, pour les mêmes droits que ceux prévus à l'article 35.2.1 du CCAG PI, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5 du CCGA PI.

Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par AgroParisTech pour l'exécution du marché, le titulaire sollicite l'accord d'AgroParisTech.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image d'AgroParisTech. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG PI et à l'article 15.2 du présent CCAP et du régime de confidentialité des résultats, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l'accord préalable d'AgroParisTech si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché. La publication mentionne que les résultats ont été financés par AgroParisTech.

### ■ Exercice et garantie des droits

Il est fait application de l'article 35.4 du CCAG PI.

## Article 15. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées
- A effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Il est fait application des articles 28, 29 et 31 du CCAG PI.

## Article 16. PENALITES

### 16.1 Pénalités pour manquement au devoir de conseil, d'information, de coordination

En cas de manquement au devoir de conseil prévu au CCTP du marché, le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité d'un montant de 100€HT par constatation de manquement.  
La pénalité sera appliquée sur la facture suivant la constatation.

### 16.2 Pénalités pour manquement ou exécution partielle des obligations fixées au CCTP

En cas de manquement ou d'exécution partielle des obligations définies au CCTP du présent marché, le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité d'un montant de 100€ HT par constatation du manquement ou de l'exécution partielle.

### 16.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 15.2 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1 du CCAG PI :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : **application d'une pénalité égale à 0,5 %** du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : **application d'une pénalité égale à 2 %** du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### 16.4 Pénalités pour absence inexcusée à une réunion de suivi d'exécution

En cas d'absence inexcusée du titulaire à une réunion de suivi d'exécution, le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité d'un montant de 200€ HT par absence.

### 16.5 Pénalités pour retard de transmission de compte-rendu

En cas d'absence de transmission de compte-rendu par le titulaire (suite à visite sur site notamment) dans les délais indiqués dans le CCTP, le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité d'un montant de 50€ HT par jour calendaire de retard à la transmission.

### 16.6 Pénalités pour absence de visas sur les dossiers soumis

En cas d'absence de visas sur les dossiers soumis dans les délais indiqués dans le CCTP, le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité d'un montant de 100€ HT par jour calendaire de retard.

## 16.7 Limite de pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

## Article 17. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 27 du CCAG PI, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## Article 18. SOUS-TRAITANCE

De manière liminaire, il est rappelé à l'entreprise que la déclaration de sous-traitants en cours d'exécution du marché doit rester exceptionnelle et devait être imprévisible pour elle lors de la remise de son offre.

La loi du 31 décembre 1975, modifiée par la loi du 11 décembre 2001, demande en effet à l'entreprise titulaire de déclarer l'ensemble de ses sous-traitants (nature des prestations, montants de celles-ci et noms des sous-traitants) lors de la remise de son offre.

Le titulaire ou l'un des cotitulaires peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne publique, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- A) la nature des prestations sous-traitées
- B) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- C) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Sont précisés : les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,
- D) lorsque le sous-traitant a le droit au paiement direct, le montant maximum des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes,
- E) La décomposition des prestations à effectuer par ce sous-traitant, en prenant pour base la DPGF de l'entreprise titulaire,
- F) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- G) Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Le silence de la personne publique gardé pendant 21 (vingt et un) jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ce refus n'a pas à être motivé.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

En ce sens, en même temps que sa demande de sous-traitance, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct fait parvenir à la personne publique :

- une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été établi initialement et s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne publique et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance : si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entreprises groupées solidaires.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir :
  - o les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
  - o le mois (ou la date d'établissement de prix),
  - o les stipulations relatives aux détails, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 le comptable assignataire des paiements,
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

## **Article 19. LITIGES ET RESILIATION – JURIDICTION COMPETENTE**

### **19.1 Litiges et résiliation**

Si AgroParisTech constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au marché, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure.

Si AgroParisTech constate que, malgré son avertissement, la qualité des prestations est toujours insatisfaisante ou que certains des engagements pris ne sont toujours pas respectés, il le notifie au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Par dérogation au chapitre 7 du CCAG PI, le marché sera alors résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire. Conformément au chapitre 7 du CCAG PI, la résiliation prendra effet à la date de la notification de la décision ou, à défaut, à la date indiquée dans ce courrier. La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire. Seules les prestations effectuées seront réglées.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-5 à R2143-15 du CCP, ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, il sera fait application, aux tords du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas de manquement aux dispositions des articles L8221-3 et L8221-5 du code du travail, le cocontractant pourra se voir infliger des pénalités égales à 5% du montant du marché, sans toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du même code. Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, lorsqu'il est averti de la situation litigieuse du cocontractant, le pouvoir adjudicateur le met en demeure de corriger les irrégularités signalées. A défaut de correction, AgroParisTech pourra appliquer les pénalités prévues ci-dessus ou résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.



## 19.2 Juridiction compétente

Tout différent portant sur l'interprétation, l'exécution du présent marché, ou de ses suites sera réglé selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG PI.

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différent. A cet effet, les parties peuvent solliciter également l'assistance du Médiateur des Entreprises :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

A défaut, le litige pourra être amené devant la juridiction compétente :

**Tribunal Administratif de Versailles**  
**56, avenue de Saint Cloud**  
**78 000 Versailles**